

## ADRESSES—Suite.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS  
DU TRONE—Suite.

*Hon. Charles Marci*—Suite.

bec s'en séparerait—505; Providence a confié aux Canadiens français de la province de Québec la garde de l'entrée de ce grand pays—505; pourquoi décréter dans une province quelconque du Canada, qu'on sera restreint à la connaissance d'une seule langue?—506; connaissance du français est universelle—506; toute la haute classe anglaise parle le français—506; dans l'intérêt de la cause pour laquelle nous combattons et en vue de nous aider dans notre campagne de recrutement, à défaut d'autre raison, je demande aux honorables députés de la province d'Ontario de s'employer à obtenir la suspension ou l'abolition de quelques-uns des règlements qui causent une si profonde agitation parmi la minorité canadienne française de cette province—508; clergé de Québec aide au recrutement—508; devoir des Canadiens français est d'occuper les premiers rangs parmi les combattants—508.

*Hon. G. P. Graham*—Affaires de la guerre devraient être étudiées avant la prolongation du terme du Parlement—509; dans deux circonstances différentes le pays a pu croire que le Gouvernement brûlait d'envie d'en appeler au verdict populaire—609; bulletins de votation ont été envoyés aux soldats canadiens en Angleterre—509; quelles sont les causes du changement?—509; prolonger l'existence du Parlement est une chose sérieuse—510; question des munitions—511; possède quelques actions privilégiées dans la compagnie dite *The Canada Foundries and Forgings*—511; mes intérêts dans cette compagnie datent de longtemps avant qu'il fut question de guerre—511; compagnie s'est acquittée de sa tâche de façon satisfaisante—511; a donné la qualité voulue à la commission des obus—511; compagnie n'a jamais fixé de prix elle-même—512; liste des commandes de guerre données aux Etats-Unis—512; Canada aurait dû obtenir plus de grosses commandes—512; commission des obus a fait erreur en ne voyant pas à obtenir des fusées fusantes—512; dès le début de la guerre on aurait dû chercher à fabriquer des obus complets—513; rareté de l'acier—513; quelque temps s'écoulera avant de faire disparaître cet inconvénient—513; depuis que cette guerre a commencé, les manufacturiers du Canada ont été portés à croire qu'on n'a pas protégé leurs intérêts autant que le Gouvernement aurait dû le faire—514; fabricants se plaignent des intermédiaires—514; manufacturiers canadiens n'ont pas reçu d'avance de deniers comme les américains—514; enquête devrait être faite—515; la situation aujourd'hui et celle qui existait en 1903 en rapport avec les contrats de guerre—515; recrutement se fait d'une façon satisfaisante—516; faut aussi tenir compte du personnel nécessaire pour l'agriculture et le commerce—516; si la faillite commerciale et financière nous frappait nous serions plutôt un fardeau qu'une aide aux alliés—516; difficultés du recrutement n'exis-

## ADRESSES—Suite.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS  
DU TRONE—Suite.

*Hon. G. P. Graham*—Suite.

tent pas dans Québec seulement—516; remarques faites par les journaux d'Ontario—517; ce n'est pas par des injures que l'on fera avancer l'œuvre du recrutement—517; l'homme qui s'enrôle aime aussi à savoir jusqu'à quel point sa famille sera protégée—518; arrangements actuels sont contre le recrutement—518; le Gouvernement et non le Fonds patriotique devrait fixer une somme suffisante pour entretenir la famille du soldat—518; n'aura pas à dépendre de la bienveillance de voisins—518; trop de gens qui passent le chapeau—518; erreur de faire sentir aux femmes de nos soldats qu'il leur est fait un traitement de faveur quand elles reçoivent cet argent—519; personne n'a le droit de traiter la famille d'un soldat comme s'il s'agissait de lui faire l'aumône—519; femmes des soldats sont les égales au moins de celles qui les visitent et qui leur apportent de l'argent—519; guerre nous a appris que la politique navale de ce Gouvernement n'est d'aucune utilité en temps d'épreuve—520; achat de sous-marins—520; politique de pas de protection navale pour les côtes du Canada—521; Colombie-Britannique s'est trouvée sans défense—521; si cet état de choses existe ce n'est pas la faute du parti libéral—521; en appliquant la loi navale Laurier, Gouvernement aurait pu faire construire des navires à Vancouver ou Victoria—522.

*Hon. E. L. Patenaude*—Félicite l'honorable C. Marci d'avoir revendiqué les droits du français en ce pays—541; appels modérés aident beaucoup le règlement des questions épineuses—541; déclarations faites en 1910 et 1911—541; motion soumise en 1910 à la législature de Québec—541; texte de trois paragraphes de la motion dont les libéraux ne parlent pas—541; on veut créer dans le pays une espèce de légende et faire croire qu'il y a un groupe de Canadiens qui ne sont pas loyaux à la couronne britannique—541; ses auteurs devraient être condamnés—541; qu'on relise tout ce qui s'est dit dans la province de Québec depuis un an, ou depuis dix ans, et je ne crois pas qu'on puisse trouver un seul motif de suspecter la loyauté d'aucun groupe de citoyens de la province de Québec—541; s'il y a eu ralentissement dans le recrutement dans Québec, c'est parce que des discours ont été prononcés qui ont eu pour effet de déprimer l'opinion publique—541; si quelques-uns de la droite peuvent être sujets aux reproches, ce n'est pas le parti libéral qui doit demander une justification—542; comment ce parti est arrivé au pouvoir en 1896—542; *Le Soir*, organe libéral, publiait: "Voulez-vous la guerre? Trois millions de dollars pour des fusils, canons et baïonnettes.—Un danger imminent pour vous, cultivateurs"—542; "une des lubies du vieux Tupper, c'est la fédération impériale entre l'Angleterre et ses colonies en général, et le Canada spécialement"—542; "une des conditions de cette alliance serait qu'en temps de guerre le Canada serait appelé